

## Communiqué et appel de l'union Départementale CGT 17

Après 3 semaines de colère sociale que le gouvernement n'a voulu ni voir, ni entendre et après des mois de mépris envers les avertissements lancés par la CGT, le Premier Ministre vient d'annoncer des mesures pour sortir du conflit et tenter d'apaiser la situation.

Si elles montrent les difficultés du gouvernement, ces « mesurette » ne sont pas de nature à permettre à une majorité de la population de boucler des fins de mois de plus en plus difficiles.

L'ampleur du phénomène des gilets jaunes est un fait incontournable. Il traduit la révolte des victimes de l'austérité, en particulier sur les rémunérations, les conditions de travail et d'emplois des salariés, les pensions et prestations sociales.

Les lycéens, qui se mobilisent depuis quelques jours, sont réprimés avec sauvagerie sur ordre du pouvoir. La seule réponse à cette jeunesse, qui a le courage de s'engager dans la lutte, c'est l'intervention des forces de l'ordre, qui n'hésitent pas à gazer, à matraquer.

Tout comme la répression syndicale qui s'abat quotidiennement sur nos militants, la CGT condamne avec force ces exactions contre nos jeunes. Ce ne sont pas des dérapages, mais le résultat de choix assumés de la classe dirigeante.

Et pendant ce temps-là :

- Rien sur la revalorisation des salaires. Pas de coup de pouce sur le Smic : une augmentation de 3% constitue un maintien en euros constants en compensant juste l'inflation.
- Rien sur la revalorisation des pensions de retraites mais, au contraire, maintien de la non-indexation sur l'augmentation du « coût de la vie ».
- Rien sur la revalorisation des prestations sociales, si ce n'est un mode de calcul de l'APL qui pourrait sortir de son attribution nombre de bénéficiaires actuels.
- Rien pour les jeunes, rien sur la garantie d'accès à toutes et tous aux études, quel que soit son milieu social. C'est la répression à la place !
- Une aggravation des attaques contre les services publics lorsque le gouvernement prévoit de compenser ses mesures par une baisse des dépenses publiques.

Pour la CGT, il y a plus que jamais urgence sociale !

Le gouvernement et le patronat n'y répondent pas.

Lorsque les gilets jaunes dénoncent la précarité, le chômage, l'impossibilité de finir le mois, leurs propos convergent avec les revendications CGT :

- Augmentation du Smic, pour le porter à 1800 euros ;
- Augmentation générale des salaires ;
- Augmentation du nombre d'allocataires de l'assurance chômage et du montant des indemnités ;
- Une politique de relance pour l'embauche plutôt que l'austérité encore et encore ;
- Augmentation des pensions de retraite et retrait des ponctions de CSG ;
- Amélioration de la protection sociale, notamment pour atteindre le 100% sécu et la disparition du « reste à charge » ;
- Une réforme fiscale pour un impôt juste ;
- Rétablissement immédiat de l'ISF ;
- Amélioration des services publics, notamment dans l'éducation, la santé, les transports, etc. ;
- Amélioration de la démocratie sociale.

La CGT a toujours été et restera aux côtés de celles et ceux qui luttent et revendiquent pour améliorer les conditions de travail et de vie.

**Le Comité général réuni le 5 décembre 2018 à Rochefort décide :**

- de la tenue d'assemblées générales dans les entreprises et les administrations pour élaborer des cahiers revendicatifs et décider des appels à la grève.
- D'appeler l'ensemble des syndiqués, salariés du privé et du public, privés d'emploi et retraités, à se mobiliser et à porter nos revendications, aux côtés des gilets jaunes.
- d'organiser le 14 décembre 2018 sur tout le territoire des unions locales, des rassemblements avec manifestations et interpellations des pouvoirs publics. Ce jour-là se tiendra l'instance chargée de revaloriser (ou pas..) le SMIC.

**La peur est en train de changer de camp, la rue gronde, nous devons tous participer à l'amplification du mouvement.**

**Camarades, il n'y a pas de victoire sans lutte.**

**Agissons et gagnons tous ensemble !**

